



Carl Vandoorne et Hubert del Marmol,
les deux fondateurs de Générations.bio

La ferme qui veut semer l'agriculture de demain

PAR MARTINE VANDEMEULEBROUCKE
PHOTOGRAPHIES : ALEXANDER GARRIDO DELGADO

La Ferme du Petit Sart à Grez-Doiceau n'est pas une exploitation bio ordinaire. Son exploitant a créé une fondation, Générations.bio, qui se veut au service des agriculteurs bio de demain. Elle met donc des parcelles à la disposition des maraîchers sans terre et ambitionne de devenir une « couveuse » de microfermes. Mais le projet est bien plus vaste, plus engagé aussi. La Ferme du Petit Sart, c'est quasi une association d'éducation permanente pour initier le grand public au jardinage respectueux de la terre. Et ça marche, les visiteurs défilent. Pourtant, la Ferme du Petit Sart est en danger, menacée d'une expropriation.

Les champs sont roussis par la sécheresse. Hubert del Marmol est très inquiet. Ses vaches limousines n'ont plus rien à manger. Le propriétaire de la Ferme du Petit Sart veut récupérer quelques vaches et leurs petits pour les nourrir dans les étables. Il prend un sac de foin qu'il dépose dans la bétailière garée près de la clôture. Nous partons avec lui à la recherche de ses bêtes. À perte de vue, des prés jaunes, secs. « *Elles doivent être à l'ombre.* » Effectivement, on finit par les trouver couchées sous des arbres. Hubert del Marmol les appelle : « *Venez, les filles !* » Les « filles » ont toutes un prénom et l'éleveur assure ne jamais les confondre, mais, ce matin, elles n'ont visiblement pas envie de s'approcher de lui. À force de les appeler, de taper dans les mains, Hubert finit par susciter leur intérêt. Un énorme et impressionnant taureau mène la marche. « *Restez près de moi* », me conseille Hubert del Marmol. Je comprends sans peine. Le troupeau, taureau en tête, se met à courir à travers les prés. Mais l'opération de séduction va échouer. L'éleveur n'arrivera pas à faire monter une vache et son veau dans la bétailière. Le troupeau préfère rester près du petit ruisseau, le Piétrebais, qui longe le domaine de la Ferme du Petit Sart.

En ce mois de juillet, l'orage ne couvrait pas encore. Il a éclaté fin août quand le propriétaire de la Ferme du Petit Sart a appris que la Province du Brabant wallon veut construire un bassin d'orage sur le Piétrebais et sur ses terres. Le conflit n'est pas nouveau. Il y a une petite dizaine d'années déjà, il était question d'exproprier trois hectares pour la construction de ce bassin. Hubert del Marmol avait gagné devant le Conseil d'État. Inonder des terres avec des eaux polluées par les hydrocarbures aurait ruiné son activité d'éleveur bio et le Conseil d'État avait aussi relevé l'intérêt paysager du site.

Cette fois, la menace est bien plus grave car elle vise 11,8 hectares sur les 13 hectares de pâturage que possède le propriétaire de la Ferme du Petit Sart, autant dire tout. Or la vente en circuit court de la viande de vaches limousines est la ressource financière essentielle de l'agriculteur. Ce qui signifierait alors la fin de son activité et de celle de Générations.bio, qui a reçu cette année le prix du Développement durable de la Loterie nationale. Générations.bio, c'est notamment un projet de «couveuse de maraîchers bio» qui s'inscrit dans la trajectoire personnelle de ses fondateurs.

UNE FERME DU FUTUR

L'histoire de la Ferme du Petit Sart est d'abord celle d'une reconversion professionnelle. En 2005, Hubert del Marmol, qui travaillait dans l'industrie lourde, hérite d'une vingtaine d'hectares de bonnes terres agricoles. Il appartient à une famille noble où, en Brabant wallon, la possession de terres est une tradition encore bien vivace. Agronome de profession, Hubert del Marmol décide de se lancer dans l'agriculture et, cinq ans plus tard, il se tourne vers la culture biologique. Avec son ami Carl Vandoorne, il construit la Ferme du Petit Sart, une ferme basse énergie, équipée de panneaux solaires et photovoltaïques. Il se lance dans les grandes cultures céréalières mais aussi dans l'élevage bio de vaches limousines. «*Le boulot est dur, je suis peu payé par*



comparaison avec l'ampleur du travail fourni, mais je dispose d'une qualité de vie extraordinaire», admet Hubert del Marmol. Il y a trois ans, la Ferme du Petit Sart se lance dans une réflexion sur le partage des terres et de l'expérience. L'idée est de mettre des parcelles à la disposition de jeunes maraîchers pour les aider à se «lancer». «Générations.bio» est née et la fondation est reconnue d'utilité publique.

«*Je n'ai pas d'enfants*, explique Hubert del Marmol et je ne suis pas éternel. *Je veux que ma ferme, mon projet puissent profiter à d'autres agriculteurs qui travaillent dans la même optique que moi.*» «*Dans le hameau de Sart-Biez où nous nous trouvons, seize exploitations agricoles ont disparu en 40 ans*, enchaîne Carl Vandoorne. *Nous voulons être une ferme du futur.*» La Ferme du Petit Sart organise régulièrement une promenade guidée sur les anciens plateaux agricoles. Sur le site de chaque ancienne ferme, un panneau mentionne le nom des derniers paysans, du type de culture, de la date de la fin de leur activité. Une manière de faire prendre conscience de la fragilité de l'agriculture aujourd'hui et des menaces qui pèsent sur elle. Menaces dont est victime aujourd'hui la Ferme du Petit Sart.

Générations.bio s'est donné des objectifs d'éducation permanente. La ferme est de plus en plus connue. Chaque année, elle accueille des dizaines d'étudiants de l'université d'agronomie de Gembloux, des visiteurs, de jeunes maraîchers stagiaires. «*Pendant les vacances scolaires, nous organisons des stages de jardinage ouverts à tous. Ils ont déjà rassemblé plus de deux cents personnes*», explique Carl Vandoorne. C'est un public très varié. On y croise aussi bien des citadins qui veulent cultiver des tomates sur leur terrasse que des jardiniers expérimentés. «*Nous voulons montrer qu'il est possible de faire des jardins qui soient à la fois esthétiques et nourrissants.*»

AIDER LES MARAÎCHERS SANS TERRE

Le prix de la Loterie nationale va permettre de financer la construction d'un pavillon d'accueil pour ces visiteurs et d'une station de captage d'eau permettant d'alimenter deux citernes de dix mille litres pour arroser les semis et les légumes. L'agriculteur nous montre d'énormes sacs de céréales prêtes à être semées. Mais il ne pleut plus depuis plusieurs semaines déjà. «*C'est devenu indispensable*, poursuit Carl Vandoorne. *Les périodes de sécheresse sont de plus en plus fréquentes. Cela fait deux fois en quatre ans que 'nos' maraîchers ont dû recourir au réseau d'eau de ville pour sauver leurs récoltes, ce n'est pas tenable.*»

C'est en effet le soutien à ces maraîchers qui est la colonne vertébrale du projet de la Ferme du Petit Sart. Une zone-test d'un hectare est mise à leur disposition. «*Elle a déjà vu passer des maraîchers comme Gwenael du Bus, qui a depuis lancé sa 'Ferme du Peuplier' dans un village voisin, de Lea, David et maintenant d'Annick*, énumère Carl Vandoorne. *Nous sommes fiers quand nous voyons ces jeunes réussir leur projet.*» L'idée d'être une «couveuse» d'entreprises de maraîchage bio n'est évidemment pas propre à Générations.bio. D'autres associations le proposent, notamment à Beauvechain, Hotton ou Rixensart, mais la demande est forte, assure Hubert del Marmol. «*Nous avons sans cesse des candidats.*»

Généralisations.bio voudrait aller plus loin, trouver d'autres terrains pour offrir d'autres zones-tests. Le problème, c'est à la fois le manque de terres agricoles et surtout la spéculation immobilière qui frappe durement le Brabant wallon et le Namurois. « *Les terres agricoles sont à des prix exorbitants, confirme Hubert del Marmol. C'est autour de 80.000 euros l'hectare, autant dire que c'est impayable.* » « *Nous essayons de sensibiliser les gros propriétaires pour qu'ils cèdent deux, trois hectares pour accueillir des jeunes et fassent ainsi des contrats de culture comme nous l'avons fait avec Gwenael et comme nous le faisons aujourd'hui avec Annick* », enchaîne son ami. Ce sont surtout les CPAS et les fabriques d'église qui sont dans le collimateur des deux fondateurs de Généralisations.bio. « *Ce sont parfois de gros propriétaires de terres qu'ils ont reçues en héritage et qu'ils n'utilisent pas. Pourquoi ne pas les céder à des jeunes agriculteurs?* » Carl Vandoorne constate qu'actuellement plusieurs CPAS vendent publiquement des hectares de terres agricoles. Avec 22 autres associations, Généralisations.bio a écrit à plusieurs ministres wallons pour qu'ils sensibilisent les CPAS à privilégier les offres financières faites par les agriculteurs bio. « *Cela permet aussi de créer des emplois locaux, plaide la lettre collective. La relance de l'agriculture (en fort déclin ces trente dernières années) passe aussi par le retour et la promotion en Wallonie des microfermes.* »

Le problème, poursuit Carl Vandoorne, « *c'est que les terrains des CPAS comme ceux des fabriques d'église sont vendus dans un manque de transparence total. Les fabriques d'église rassemblent les notables du village qui se réunissent une fois par an et, quand des terres sont disponibles, ces notables, souvent de gros agriculteurs, les reprennent. Cela se fait en catimini, c'est la politique des copains.* »

Généralisations.bio est le projet de deux personnes très militantes, très engagées dans leur volonté de développer l'agriculture bio. Certains leur reprochent leur manque de diplomatie face à un monde agricole et politique souvent traversé par de vieux clivages, des querelles anciennes. Et « *c'est parfois contre-productif* », nous dit-on. Mais tous conviennent de la formidable énergie qui émane de leur projet. « *Ce sont des bulldozers* », reconnaît un maraîcher qui a suivi un de leurs stages. Des bulldozers qui devront aussi lutter contre ceux qui veulent creuser leurs terres pour en faire un bassin d'orage. La mobilisation des amis de la Ferme est forte. L'avenir dira si elle suffira.

ANNICK, APPRENTIE MARAÎCHÈRE, ENTRE DOUTES ET CONVICTIONS

Pause. Il est à peine 9 heures, mais Annick Noiset est déjà au travail depuis un bon bout de temps sur la parcelle qui lui a été confiée par la Ferme du Petit Sart. Nous nous installons près de la serre et ses plants de tomates un peu mauves un peu noires. « *Les gens aiment la variété, les tomates qui sortent de l'ordinaire. Les restaurateurs surtout.* »

Annick a 31 ans et aborde un nouveau tournant dans sa vie professionnelle. « *J'ai étudié le marketing et j'ai travaillé dans le secteur automobile. Puis, un jour, comme pour beaucoup d'autres personnes, s'est posée la question du sens de ce qu'on fait. J'avais envie de trouver une activité qui correspondait plus à ce que je suis, de faire quelque chose de plus positif dans la ma vie. J'ai démissionné sans savoir vraiment ce que j'allais faire.* »



Annick suit alors une formation en agriculture bio à Gembloux et une autre de conseillère en environnement au Ceria à Bruxelles. « *Mais très vite, j'ai compris que j'allais me retrouver dans le même engrenage. Je voulais être 'sur le terrain'.* » La jeune femme travaille un moment comme ouvrière agricole. « *J'ai très vite choisi le maraîchage. Je me suis formée pendant trois ans et j'ai cherché une parcelle de terre. Je suis venue ici, chez Hubert, surtout par choix 'esthétique' à cause de la beauté du paysage* », ajoute-t-elle en riant. Annick commence « doucement », d'abord trois jours par semaine sur une parcelle de dix ares avec l'idée de « *me tester tant sur le plan de la production que sur celui de la commercialisation* ».

CHERCHER LE BON RÉSEAU

La commercialisation... c'est la part du travail de producteur bio la plus sous-estimée, dit-elle. « *Cela prend plus de temps et d'énergie qu'on ne l'imagine. C'est ma troisième saison ici et je ne peux toujours pas dire quel est le réseau idéal.* » C'est la première fois qu'Annick fait une saison complète à la Ferme du Petit Sart. Printemps, été mais aussi les mois d'automne, d'hiver. « *J'ai diversifié ma production de légumes et mon réseau de commercialisation. Les années passées, j'ai surtout travaillé avec des restaurants soucieux d'utiliser des produits locaux et bio, mais cela reste une 'relation instable'. Aujourd'hui, je fais le marché de Mélin et je me base davantage sur les GASAP (groupes d'achats solidaires). Les gens s'engagent à acheter des paniers bio pendant un an. C'est une formule pratique pour le*



producteur mais trop rigide pour les clients qui ne choisissent pas le contenu de leur panier. Nous leur donnons ce que nous produisons en abondance maintenant, comme les courgettes, mais ici les gens ont des potagers, et donc des courgettes.» Annick a choisi de faire appel au GASAP de Piétrebaix, la commune voisine de Grez-Doiceau. *«Je sais que les GASAP fonctionnent mieux dans les villes, et notamment à Bruxelles, mais je veux rester axée ici, je veux nourrir les gens d'ici.»*

Trois ans de tests, d'apprentissage après avoir quitté la vente de voitures... Annick reconnaît avoir été traversée souvent par le doute et le découragement. *«J'ai beaucoup pleuré et je doute encore, tout le temps. Surtout au début, on se sent très seul. Quand on voit sa bêche s'envoler, quand il faut tout recommencer... ces difficultés sont inévitables mais, quand on est seul, c'est très dur. Les bénévoles qui viennent donner un coup de main, c'est une aide précieuse, pour le moral surtout.»*

UN ENGAGEMENT FINANCIER DISSUASIF

Cette année, Annick s'était associée avec une autre personne... qui l'a lâchée en cours de route. *«Mais j'ai doublé les parcelles et je me retrouve seule à présent. C'est trop de travail. Je n'ai pas encore tiré de conclusions définitives. Je me suis donné trois ans pour me tester mais il est clair que pour le moment je ne tire pas un revenu décent de mes activités et c'est frustrant.»* La jeune maraîchère a des rêves : acheter un terrain, créer une microferme avec d'autres personnes qui partagent sa vision de l'agriculture bio. *«La dimension collective du projet m'intéresse, mais je suis aussi consciente de ses difficultés. Souvent, cela marche deux, trois ans et puis il y en a un qui s'en va, se marie, va vivre ailleurs.»* L'engagement financier l'effraie un peu. *«Ici, je paie une location annuelle de 400 euros, c'est très, très raisonnable. Ailleurs, on paie le plus souvent entre mille et trois mille euros l'hectare par an. C'est énorme. Il y a d'ailleurs des agriculteurs qui préfèrent louer leurs parcelles car cela leur rapporte plus que leur propre production agricole.»*

Annick tire un bilan positif de son passage à la Ferme du Petit Sart. *«Ce qui me frappe chez Hubert, c'est sa volonté de transmettre un message. Les formations au jardinage qu'ils organisent, Carl et lui, leur prennent un temps dingue, mais ils le font par conviction. De mon côté, j'ai pu voir ce qui fonctionnait ou pas chez moi comme chez les autres.»* Seul bémol : le manque d'accompagnement. *«Hubert et Carl sont toujours là pour m'aider, mais j'ai été peu suivie, peu accompagnée. Certains apprennent tout par eux-mêmes et alors la simple disposition d'une parcelle suffit, mais ce n'était pas mon cas.»* L'absence de conseils, de soutien est quelque chose qui a contribué sans doute au fort sentiment de solitude ressenti par Annick. *«Je suis en contact avec beaucoup de maraîchers dans le coin, mais on ne parle pas de ses difficultés. On échange sur les techniques agricoles, pas sur ses soucis.»*

Des cris d'enfants nous interrompent. Un petit groupe de glaneurs arrive avec des paniers. Annick va à leur rencontre et leur montre les plants qu'ils peuvent récolter, là les haricots, ici les courgettes pour quelques euros. Il est à peine onze heures et le soleil tape fort. *«Ce n'est pas trop dur de travailler avec cette chaleur?»,* s'inquiète une des visiteuses. Annick rassure. Et pourtant, oui, c'est très difficile.

GWENAËL, LE PIONNIER QUI A RÉUSSI

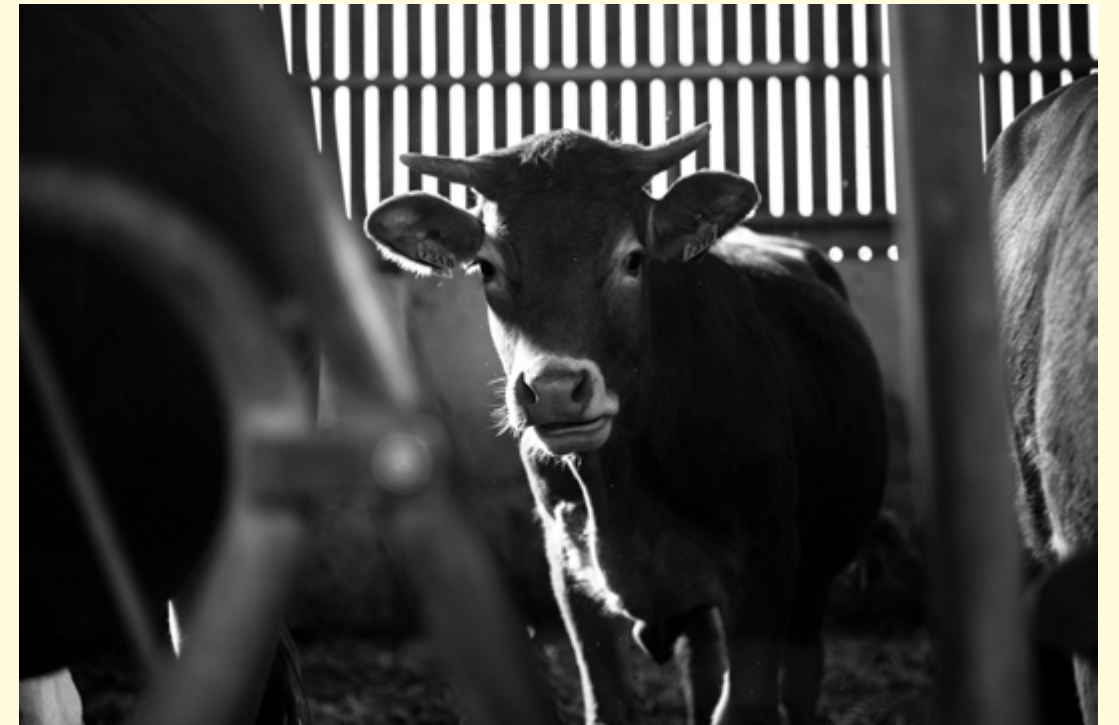
À quelques kilomètres de la Ferme du Petit Sart, dans le village de Gottechain, nous rejoignons Gwenaël du Bus, le premier apprenti maraîcher à avoir bénéficié de la parcelle mise à sa disposition par Générations.bio. C'était il y a cinq ans, et depuis Gwenaël a créé sa propre ferme bio, la Ferme du Peuplier. La Ferme du Peuplier s'étend sur 30 hectares, emploie une vingtaine de personnes et vend ses légumes sur douze marchés bruxellois et du Brabant wallon chaque semaine. Un beau succès, personnel et commercial, Gwenaël du Bus en convient. Et se souvient de son passage au Petit Sart. *«J'étais totalement novice pour le maraîchage, je connaissais seulement l'élevage.»* Le maraîcher est ingénieur agronome de formation, cela n'aide pas à (bien) cultiver les choux ou les haricots. *«J'ai appris tout seul, par essais et erreurs. En bio, on est un peu livré à soi-même.»* Mais le jeune maraîcher s'informe, cherche des conseils auprès de la coopérative Agricover à Gembloux. Pour lui, la formation, c'est, autant que l'accès à la terre, crucial pour l'agriculture bio. *«Beaucoup veulent se lancer dans le maraîchage bio sans rien connaître. Peu sont prêts à faire des stages dans les fermes existantes. Ici, je n'ai personne en stage. Pourtant, cela s'apprend d'avoir une belle qualité de légumes, c'est un vrai métier. Il existe d'ailleurs le Centre interprofessionnel maraîcher (CIM) qui peut donner de précieux conseils, notamment pour la commercialisation en bio.»*



Annick Noiset, un bref moment de détente devant ses serres.

Gwenaël du Bus constate que l'enthousiasme du début fait vite place au découragement chez la plupart de ceux qui se lancent dans l'aventure du bio. «*La demande est saturée pour les grandes cultures céréalières et pour l'élevage.*» Pour le maraîchage, les circuits traditionnels (vente à la ferme, marchés, paniers d'entreprises) sont insuffisants pour s'en sortir. «*C'est plus compliqué qu'avant*», résume le propriétaire de la Ferme du Peuplier. Le gros problème, c'est de gérer les excédents. Tout le monde produit des courgettes, des haricots en même temps. Pour éviter de devoir jeter, il faut se tourner vers d'autres débouchés, comme les supermarchés, «*où 95% des gens achètent leurs légumes*». Gwenaël estime qu'il passe 40% de son temps à la commercialisation de ses produits. «*C'est pour cela que beaucoup de maraîchers arrêtent. Ils n'ont pas appris cela.*»

Trouver des terres. Pour Gwenaël, le prix n'est pas le seul obstacle. «*Beaucoup de maraîchers bio ne viennent pas du milieu agricole et c'est alors beaucoup plus difficile. Il faut trouver la filière. Moi, j'ai mis dix ans pour acquérir mes trois premiers hectares. J'ai dû affronter les craintes des agriculteurs quand on leur parle de culture bio. On me disait : 'Il va y avoir des mauvaises herbes partout.' Et puis, progressivement, certains agriculteurs m'ont fait confiance et proposé la location de leurs terres. C'était aussi plus rentable pour eux.*»



L'histoire de la Ferme du Peuplier est celle d'un «grignotage» progressif, quelques lignes sur certaines terres d'abord, des hectares ensuite. Avec aujourd'hui 80 légumes cultivés, Gwenaël fait de la culture conjointe avec d'autres agriculteurs. Qui finissent par se laisser convaincre par l'avantage, la nécessité, de passer au bio. Il croit en la concertation avec le monde agricole plus qu'à la confrontation. Le discours militant de certains écologistes qui défendent la primauté du bio ne lui convient pas. «*Il faut instaurer des relations de confiance avec les agriculteurs qui sont très sensibles aux critiques. Si on arrive avec une vision paternaliste, c'est foutu.*» •

LE MAIRE QUI AIDAIT LES MIGRANTS A ÉTÉ ARRÊTÉ

Le maire de Riace, en Italie, Domenico Lucano, était connu pour avoir redonné vie à son village grâce à un modèle généreux d'accueil des étrangers. Ce dernier a été arrêté, le 2 octobre, notamment pour avoir « favorisé l'immigration clandestine ». La Ligue des droits de l'homme voit dans cette arrestation la main de Matteo Salvini, le ministre de l'Intérieur d'extrême droite. Samedi 6 octobre, des milliers d'Italiens ont manifesté pour demander sa libération.

81

pour cent

81 % des jeunes francophones de 18 à 30 ans occupent un temps partiel contraint contre 60 % des jeunes néerlandophones.

Source : Étude de la chaire Travail-Université de l'UCL, publiée dans *Le Soir* du 27 septembre 2018.

LE TOP

Quand ne pas se mobiliser pour voter est... un acte civique. Le gouvernement roumain voulait inscrire dans la Constitution que seuls « un homme et une femme » peuvent s'unir et non plus des « conjoints », comme stipulé actuellement.

Le dimanche 7 octobre, les Roumains étaient appelés à se prononcer sur cette grande avancée humaniste. Seuls 20,41 % des 18,6 millions de votants attendus se sont manifestés, alors qu'il fallait que 30% d'entre eux se prononcent pour valider le scrutin. En restant massivement chez eux, les Roumains ont repoussé une décision homophobe. À moins que ce ne soit de l'indifférence, et que ce « top » ne vire en « flop » ? À ce jour, la législation roumaine ne permet pas les mariages gay. La modification de la Constitution visait simplement à cadenasser l'impossibilité de s'unir pour les couples homosexuels.

LE FLOP

C'est LA maladresse du mois de septembre... Le tweet de Marie-Christine Marghem, ministre fédéral de l'Énergie, gazouille sur l'Oiseau bleu le 28 septembre : « Désolant de constater les effets du sous-investissement chronique dans certains secteurs stratégiques comme l'énergie ! Moi qui croyais que la sécurité était une priorité ! »

S'ensuit une déferlante de réflexions amusées ou choquées. Et paniquées... La ministre se rendrait donc compte, après quatre ans, que le secteur énergétique est sous-investi??? Début octobre, elle a qualifié de « gifle mondiale » le dernier rapport du GIEC sur le changement climatique, appelant tous à « agir ensemble pour la concrétisation du pacte énergétique ». Ce dernier a fait l'objet d'une concertation publique. Achevée en novembre 2017 avec environ 35.000 participations. Ça, c'est pour le « ensemble », reste à la ministre à « agir »...

« La crise actuelle tend les situations, crispe les relations, exacerbe les conflits et pousse ceux qui sont dans la précarité à des actes de révolte, de détresse. Mais le défaut de ressources n'est pas la seule cause. Il faut bien l'avouer, la vulnérabilité des citoyens rencontre aussi la brutalité de la société, la dureté des systèmes. »

L'ancien médiateur de la République française, Dominique Baudis, cité par le médiateur Marc Bertrand, dans son Sixième Rapport annuel du médiateur commun à la Communauté française et à la Région wallonne

UNE ANCIENNE FRICHE ET DES SQUATTEURS

L'Amsterdamsche Droogdok Maatschappij NV (ADM) était un ancien chantier naval à Amsterdam de 1877 à 1985. Depuis 1997, le lieu est occupé par une centaine de squatteurs, principalement des artistes, qui ont magnifié la friche industrielle. Concerts, expos, interventions dans l'espace. Cette communauté est aujourd'hui menacée d'expulsion par la Ville. Photos à découvrir sur *The Guardian* (portfolio), 8 octobre 2018.

UN MAIL, ET LE GOUVERNEMENT FAIT LE RESTE...

L'eBox arrive. C'est quoi? Une boîte aux lettres électronique rassemblant tous vos documents administratifs dans un même endroit virtuel. Tous les pouvoirs publics, Régions, Communautés et administrations communales y déposeront vos courriers officiels. Le citoyen pourra s'identifier via sa carte d'identité électronique ou via l'application mobile « itsme ». « Pour les citoyens, cela signifie moins de paperasse, moins de perte de temps et moins de tracas, avance Alexander De Croo, ministre de l'Agenda numérique. Et surtout : une facilité d'utilisation nettement plus grande. » Benoît Mathieu, dans *L'Écho* du 4 octobre 2018, rappelle la naissance poussive du concept, plus d'une fois annoncé et planté.